

COVID-19 – ESPAGNE-PORTUGAL Conséquences sur le secteur Agriculture – Alimentation – Pêche

Veille du 7 avril 2020

Résumé :

*Malgré le renforcement des contrôles sanitaires sur la péninsule, **les marchandises continuent de circuler normalement**. Le transport de denrées alimentaires est en hausse de 12% par rapport à 2019.*

***Impact hétérogène dans le secteur portugais des viandes** : recul d'activité pour les boucheries, rebond pour certains industriels.*

***La Banane des Canaries n'est pas épargnée** par la crise, en raison de son mode de commercialisation dans les petits commerces de proximité. Pas de répit conjoncturel non plus pour les **fruits rouges, dont les ventes ont chuté de moitié**. Le ministère met en place une **aide d'urgence pour les éleveurs ovins et caprins**. Après avoir tenu en mars, **la filière viande bovine appelle à l'aide**. En porc, le marché reste équilibré mais l'inquiétude grandit sur la disponibilité de la main d'œuvre en abattoirs.*

***Record de vente pour la pomme Golden**, prix stables et approvisionnement assuré (stock catalan élevé).*

*Les **initiatives de vente en ligne** fleurissent dans de nombreuses Communautés autonomes.*

*Le Gouvernement a adopté un **décret-royal permettant de répondre de manière urgente à la pénurie de main d'œuvre agricole**. Il cible l'embauche de chômeurs espagnols et de personnes étrangères situées sur le sol espagnol.*

*Au Portugal, le ministère de la Mer fixe une **période de suspension hebdomadaire des activités de pêche**.*

ESPAGNE

Circulation des marchandises et des personnes

Le transport de denrées alimentaires en hausse de 12% par rapport à 2019. Le transport de denrées alimentaires et d'articles d'hygiène personnelle est aujourd'hui de 5 à 12% supérieur à ce qu'il était à la même époque l'année dernière, bien qu'il ait diminué par rapport à l'augmentation de 50% enregistrée dans les premiers jours de la crise. A contrario, le fret de marchandises a ralenti de 30% dans les ports espagnols au cours de la dernière semaine de mars, sans toutefois provoquer de rupture d'approvisionnement. La Secrétaire générale des transports, María José Rallo, a précisé qu'il y a actuellement une réduction de 15 à 30% des marchandises chargées et transportées en Espagne, mais avec de grandes différences selon les types de produits.

Filières agricoles

- **Bananes des Canaries**

La Banane des Canaries n'est pas épargnée par la crise, et souffre de son mode de commercialisation dans les petits commerces de proximité. En conditions habituelles, ce sont en effet près de 45% de la production qui sont commercialisés chez les primeurs et autres petites échoppes alimentaires d'Espagne. Des commerces qui sont aujourd'hui pour la plupart fermés faute de clients, bien qu'aucune disposition de l'état d'alerte ne les y oblige. La légère hausse des ventes en grande distribution ne suffit pas à compenser cette perte de débouché, d'autant que les importations de bananes de pays tiers augmentent dans le même temps, et contribuent, selon l'Association des producteurs de bananes des Canaries (Asprocan), à tirer les prix vers le bas.

Dons massifs de bananes des Canaries aux personnels soignants et patients hospitalisés, ainsi que des écoliers. Asprocan a signé un accord avec l'entreprise de restauration collective *Serunion* afin de fournir gratuitement 28 hôpitaux et 50 résidences pour personnes âgées et des écoles. Outre la volonté de

participer au mouvement de solidarité nationale, ce don permet d'écouler une production qui trouve actuellement difficilement preneur. Il contribue également à répondre aux besoins nutritionnels des personnels soignants, et des patients.

- **Pommes**

Record de vente pour les pommes Golden à cette époque de l'année. Les ventes de pommes Golden au mois de mars ont été les meilleures depuis près de 5 ans. Ces ventes massives s'expliquent par les nombreux achats des consommateurs confinés. Si la demande a augmenté, les prix sont quant à eux restés stables, selon la coopérative catalane Afrucat. Les risques de ruptures sont par ailleurs réduits, dans la mesure où le stock actuel en Catalogne est lui aussi plus important que d'habitude (+32% par rapport à 2019).

- **Fruits rouges**

Face à une baisse de 50% des ventes, les producteurs de fruits rouges demandent des aides d'urgence pour assurer l'avenir de la filière. L'Association des producteurs de fraises et fruits rouges de Huelva (Andalousie), *Freshuelva*, demande aux exécutifs (central et régional) d'adapter les règles d'attribution des aides des programmes opérationnels. Les producteurs souhaitent en effet éviter que les crédits non consommés cette année pour réaliser les investissements prévus ne soient pas perdus, mais redéployés en 2021. Comme Fepex, les professionnels des fruits rouges demandent par ailleurs une flexibilité renforcée permettant d'intégrer dans les coûts de production les coûts exceptionnels liés aux mesures de sécurité imposées par la crise sanitaire (ex : achat de matériel de protection).

- **Céréales**

Prix de gros des céréales en baisse, sauf blé dur et malt d'orge. Si au début de la crise du Coronavirus, les céréales déjouaient la tendance à la baisse générale des prix des produits agricoles, aujourd'hui elles semblent revenir dans les rangs. Ainsi, après plusieurs hausses, les prix des céréales ont baissé en semaine 14 (du 30 mars au 5 avril 2020) sur les marchés de gros, à l'exception du blé dur et de l'orge de brasserie, selon les données publiées par l'Association du commerce des céréales et des oléagineux d'Espagne (Accoe). Le prix du blé tendre s'est établi à 207,45 €/tonne (-0,25% par rapport à la semaine précédente). Le maïs était coté à 187,21 €/tonne (-0,03%) et l'orge à 183,38 €/tonne (-0,27%).

- **Fleurs**

Fepex demande la reprise de la commercialisation des fleurs et des plantes, comme aux Pays-Bas ou en Allemagne. Cette demande de la Fédération espagnole des producteurs et exportateurs de fleurs, de fruits et de légumes vise à atténuer les graves pertes subies par le secteur du fait de l'effondrement des débouchés. Fepex souligne qu'en Allemagne et aux Pays-Bas, la commercialisation des plantes et des fleurs est autorisée dans les jardinerie, les chaînes alimentaires et les magasins de bricolage, parce que ces végétaux sont considérés comme des produits de première nécessité non alimentaires.

- **Viande bovine**

Après le secteur ovin, certains éleveurs dénoncent des abus sur les prix de la viande bovine. C'est au tour des éleveurs de bovins, membres de la branche de Castille-et-Léon de la Coordination des organisations d'agriculteurs et éleveurs (COAG), de dénoncer la tentative de certains intermédiaires d'abaisser le prix des veaux qui quittent le parc d'engraissement ou la ferme, entre 80 et 100 euros.

L'interprofession (Provacuno) demande des mesures pour aider la filière. Malgré sa relative bonne résistance par rapport à d'autres productions animales, la production et la vente de viande bovine n'est pas épargnée par la crise. Provacuno demande ainsi de la part de l'UE – sur la base du Règlement (UE) 1308/2103 – la mise en place d'aides au stockage privé pour les morceaux nobles (en majorité à destination de l'hôtellerie-restauration actuellement fermée), d'aides directes aux producteurs pour l'entretien prolongé des bêtes (parcs d'engraissement et vaches allaitantes) et la possibilité d'achats publics afin de répondre à la demande toujours présente en boucherie et dans la grande distribution. A l'échelle nationale, Provacuno sollicite également l'intervention du Gouvernement, non seulement à court terme pour assurer

la continuité des exportations et mettre en place des allègements fiscaux (baisse des taux d'imposition et d'emprunts, etc.), mais également à moyen terme pour accompagner la stratégie de promotion de la production espagnole à l'intérieur du pays et à l'export, notamment en Asie.

- **Viande porcine**

Le marché reste équilibré mais l'inquiétude grandit sur la disponibilité de la main d'œuvre en abattoirs.

La demande interne est stable, et les volumes d'exportations en Chine augmentent peu à peu. Le poids moyen des bêtes est cependant en baisse, et l'inquiétude grandit du côté des abattoirs quant à la disponibilité suffisante de main d'œuvre dans les jours et semaines à venir.

- **Viande ovine et caprine**

Le ministère met en place une aide d'urgence pour les éleveurs ovins et caprins. Fortement touchés par la crise, les éleveurs de petits ruminants pourront bénéficier d'une aide de 30 €/animal pour tout animal âgé de 4 mois maximum ayant quitté la ferme pour l'abattoir entre le 14 mars et le lendemain de la fin de l'état d'alerte. Des conditions s'appliqueront toutefois : disposer d'un cheptel de 30 femelles reproductrices minimum, et dans la limite de 70 bêtes pour les élevages, et de 200 bêtes pour les plateformes d'échange et de stockage. Les demandes seront traitées par les Communautés autonomes, une fois le décret publié au bulletin officiel d'État.

- **Filières agricoles de la région de Valence**

Les pertes dues à la fermeture des activités non essentielles estimées à 65 M€ à Valence. Selon le syndicat *Unió de L'auradors i Ramaders*, les pertes directes dans le secteur agricole de la Communauté valencienne s'élèveraient à 64,7 M€. Les secteurs les plus touchés sont ceux dont les principaux clients dépendent d'une activité déclarée "non essentielle", comme les restaurateurs. C'est le cas du secteur ovin et caprin, tant pour la viande que pour le lait, et du secteur de la viande bovine (vaches allaitantes, vaches d'engraissement ou vaches de combat), qui encaisseraient ensemble des pertes atteignant près de 30 M€. Viennent ensuite le secteur des fleurs, des plantes ornementales et des pépinières avec près de 25 M€ de perte, ainsi que le secteur des légumes avec près de 10 M€.

Nouvelles mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

Fepex préconise des mesures extraordinaires pour contribuer à la résilience du secteur des fruits et légumes. Afin d'éviter que la crise sanitaire ait un impact négatif trop important sur l'ensemble du tissu productif et sur l'emploi dans le secteur des fruits et légumes, la Fepex a demandé à l'Union européenne un ensemble de mesures qui portent sur trois points principaux : la modification des programmes opérationnels (permettant de les rendre plus adaptables aux variations de coûts de production induites par la situation), des mesures exceptionnelles permettant d'indemniser tous les producteurs (rassemblés en organisations ou non) en cas de retraits de marchés, de récolte en vert ou d'absence de récolte ; et enfin des mesures pour promouvoir la mobilité des travailleurs.

Dans la province de Cadix, les agriculteurs demande aux maires l'exonération des différents impôts locaux pour les agriculteurs. L'antenne locale du syndicat des jeunes agriculteurs (ASAJA) a en effet sollicité par courrier les maires de la province afin de les inviter à supprimer certains impôts (sur les biens immobiliers agraire, pour le traitement des déchets, pour la circulation des véhicules agricoles), afin de soutenir l'effort des agriculteurs et alléger la pression financière sur des filières en difficultés.

Distribution

Moins de sorties dans les supermarchés mais des paniers plus remplis pendant le confinement. Au cours de la première semaine de confinement (du 16 au 22 mars), les Espagnols ont réduit leurs actes d'achat d'environ 15%, mais ont rempli leur panier davantage et dépensé plus à chaque fois, selon les dernières données de Kantar. Au cours de cette semaine, on a assisté à un déplacement des achats vers le canal en ligne, les ventes sur Internet atteignant un record historique avec 2% de part de marché.

Face à la demande, Lidl a augmenté ses achats auprès du secteur laitier espagnol de 23% en mars. Lidl a renforcé son engagement envers le secteur laitier espagnol et a augmenté ses achats de 23% en mars (par rapport au même mois de l'année précédente) suite à l'augmentation de la demande en Espagne après la déclaration de l'état d'alerte. De cette manière, et compte tenu de la demande croissante actuelle de lait en tant que produit de première nécessité, Lidl communique sur son engagement envers les producteurs laitiers nationaux pour approvisionner ses plus de 600 magasins en Espagne.

DIA épinglée par les syndicats d'éleveurs laitiers pour le prix trop bas de ses yaourts (0,12 €/unité). En plus d'y voir une pratique commerciale "honteuse", les producteurs trouvent le geste particulièrement "irrespectueux" dans le contexte actuel de crise sanitaire où les éleveurs, pourtant en difficulté, restent pleinement mobilisés pour maintenir les approvisionnements. La Confédération syndicale *Unión de Uniones* a donné 48h à DIA pour retirer les produits incriminés, sans quoi elle emploiera tous les moyens à sa disposition pour lancer une campagne de boycott. L'AICA (Agence de l'information et du contrôle de l'alimentation) a par ailleurs été saisie dans la mesure où ce type de pratique est considéré comme une infraction en vertu de la loi sur la chaîne alimentaire, mise à jour en février 2020. Les syndicats ont également invité le Gouvernement (à l'échelle locale comme à l'échelle nationale) à aller au-delà des déclarations de principes et à appliquer concrètement les principes de cette loi.

Les syndicats de travailleurs de la grande distribution inquiets quant à la sécurité des employés lors des premières semaines de crise sanitaire. Bien qu'ils ne disposent pas de chiffres officiels sur les infections, les syndicats déplorent l'absence de consignes et de fournitures de matériels adaptés aux personnels en première ligne lors du week-end des qui a précédé l'état d'alerte (14-15 mars), durant lequel la fréquentation des enseignes alimentaires était massive et le risque de contagion particulièrement accru. L'objectivation de cet impact sera éventuellement possible grâce à l'analyse des données épidémiologiques une fois la crise terminée.

Les foyers espagnols ne consomment plus les mêmes produits depuis la fermeture de la restauration hors domicile. Selon les données du Secrétariat général de l'agriculture et de l'alimentation, la hausse (+30%) des volumes d'achats alimentaires et de boissons durant la première semaine d'état d'alerte est bien plus importante que la hausse en valeur (+12%). Ceci traduit un report de consommation seulement partiel, qui affecte négativement certains produits "premiums" comme le jambon ibérique, la viande d'agneaux où les grands vins.

En Navarre, les producteurs bio développent une offre en ligne pour faire face à la fermeture de leurs canaux habituels de distribution. Face aux difficultés rencontrées par ces petites exploitations familiales, qui fonctionnaient généralement en circuit court, le Centre logistique de production écologique de Navarre a décidé d'élargir son offre – auparavant uniquement réservée aux professionnels –, afin de proposer un système de commande de paniers aux particuliers. Commande et paiements sont dématérialisés, et les produits sont livrés au domicile. Le réseau de producteurs *Geltoki* propose quant à lui des commandes sur mesure, avec possibilité de les récupérer dans la boutique ou de se les faire livrer. Dans les deux cas, les mesures de sécurité sont respectées, tout en garantissant l'approvisionnement des habitués et nouveaux clients éventuels.

La Cantabrie lance une plateforme en ligne pour mettre en relation producteurs locaux et consommateurs. En plus de permettre aux consommateurs d'accéder à une large gamme de produits locaux issus de circuits courts (fruits et légumes, pains, viandes, œufs, produits laitiers, etc.), leur livraison directe au domicile des clients ainsi que la dématérialisation totale des commandes et paiements permet de respecter les règles de confinement imposées par l'état d'alerte.

Le marché central de Saragosse lance son service de vente en ligne. 11 commerçants participent pour l'instant à l'initiative, avec des produits disponibles à la commande sur une plateforme en ligne, et une livraison au domicile assurée par un prestataire sous 48h. D'autres marchés de la ville, notamment le marché de produits biologiques actuellement fermé, réfléchissent également à lancer ce type de dispositifs.

Mesures de gestion de la main d'œuvre

Publication imminente d'un décret-royal permettant de répondre de manière urgente à la pénurie de main d'œuvre agricole. Le Gouvernement a adopté un Décret-Loi flexibilisant les procédures de recrutement de travailleurs saisonniers en agriculture. Le ministre de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, Luis Planas, entend ainsi répondre de manière urgente à la pénurie de main d'œuvre qui pénalise les récoltes en cours (fraises, asperge) et qui menace celles qui vont débiter dans quelques semaines (fruits à noyaux, fruits d'été), en raison des mesures de confinement et de fermeture des frontières (selon les estimations du Ministère, près de 80 000 travailleurs saisonniers étrangers sont nécessaires chaque année pour ces récoltes, sur un besoin total de 100 à 150 000 saisonniers). Afin de mobiliser les travailleurs disponibles et volontaires dans les régions agricoles concernées, le Décret-Loi cible l'embauche, jusqu'au 30 juin, de chômeurs espagnols et de personnes étrangères situées sur le sol espagnol :

- Personnes sans emploi, indépendants en cessation d'activité ou personnes en chômage partiel non provoqué par le Covid19 : à titre exceptionnel, le salaire perçu par l'activité agricole sera compatible avec l'allocation-chômage ou d'autres allocations sociales, sauf avec celles mises en place de manière exceptionnelle dans le contexte de lutte contre le Covid19.
- Personnes étrangères dont le permis de travail expire entre le 14 mars et le 30 juin 2020 : un renouvellement simplifié du permis de travail jusqu'au 30 juin sera mis en place.
- Personnes étrangères de 18 à 21 ans en situation légale : l'obtention du permis de travail sera facilitée pour la réalisation de travaux agricoles.

Afin d'éviter des déplacements de population, seules les personnes situées dans les communes voisines des zones de récolte concernées seront éligibles. Le ministre a souligné l'importance de cette mesure pour garantir l'approvisionnement alimentaire du marché intérieur, maintenir les parts de marché espagnoles à l'international et éviter une flambée des prix des produits alimentaires.

Le ministère du travail n'a pas écarté d'autres mesures, notamment l'incorporation de salariés en chômage technique issus d'autres secteurs comme l'hôtellerie, le tourisme ou le commerce, tout en cherchant une formule permettant aux saisonniers agricoles de se déplacer d'une région à l'autre pour travailler.

Tempos Vega Sicilia garantit l'emploi et le salaire de tous ses travailleurs sans recourir à aucun dispositif de chômage technique (ERTE). Le groupe vinicole Tempos Vega Sicilia, composée des caves Vega Sicilia, Alión, Pintia, Macán et Oremus, a envoyé un message rassurant à tous ses travailleurs quant à la solvabilité du groupe et a garanti l'emploi et les salaires en excluant de recourir au chômage technique. Dans ce contexte, l'entreprise continue à fonctionner normalement dans toutes ses bodegas et dans chacun de ses départements, selon un protocole de sécurité "strict" établi depuis le début de la crise, a-t-elle déclaré.

Actions de solidarité

La Croix-Rouge d'Aragon et la Banque alimentaire maintiennent le programme d'aide aux personnes les plus défavorisées. La Croix-Rouge espagnole en Aragon et la Banque alimentaire d'Aragon maintiennent le programme d'aide alimentaire, destiné aux personnes disposant de moins de ressources, et coordonné par le ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation. Dans la situation actuelle, cette distribution de nourriture revêt une importance particulière. En 2019, l'Aragon a reçu plus de 2 000 tonnes de nourriture qui ont été distribuées à plus de 100 000 personnes.

Les entreprises de Mercabarna font don de 59 000 kg de produits frais à la Banque Alimentaire catalane. Les entreprises de Mercabarna ont fait don de 59 000 kg de fruits et légumes à la Banque Alimentaire, située dans le marché de gros, du 16 mars au 3 avril, pour aider à faire face à l'urgence sanitaire. Selon un communiqué publié par Mercabarna, quelque 35 000 personnes vulnérables ont bénéficié de ces denrées alimentaires, qui ont été distribuées à 62 organisations sociales.

Une cave de la Rioja offre 1 an de visites guidées et dégustations gratuites aux personnels soignants pour les remercier de leur engagement. Afin de remercier ces "héros envers lesquels les citoyens auront toujours une dette", les caves LECEA ont décidé d'ouvrir gratuitement leurs portes aux soignants pendant 1 an, à compter de la fin de l'état d'alerte.

Le ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation lance une campagne de communication en ligne intitulée #AlimentáisNuestraVidas (« vous alimentez notre vie »). Celle-ci prendra la forme de vidéos

réalisées par des journalistes et des artistes, et ensuite diffusées sur différents réseaux sociaux grands publics, qui visent à remercier et à soutenir tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement alimentaire actuellement pleinement engagés.

La Communauté de Madrid donne 450 000 plants aux agriculteurs pour les soutenir dans leur effort d'approvisionnement alimentaire. Ces plants (oignons, tomates, piments, aubergines et melon) issus de l'Institut madrilène de recherche et de développement rural agricole et alimentaire (Imidra), représentent une valeur de 35 000 € et seront répartis entre 500 maraîchers de la région.

La Communauté de Madrid exprime sa gratitude aux agriculteurs, envers lesquels elle indique avoir désormais une "dette éternelle". L'exécutif local a en effet souligné dans une vidéo publiée sur les réseaux sociaux l'engagement des agriculteurs de la région pour "surpasser cette crise", qui passe évidemment par leur participation active à l'approvisionnement alimentaire évidemment, mais également par leurs nombreux témoignages de solidarité (dons de denrées, mise à disposition de machines pour la désinfection, etc.).

Secteur Forêt-bois

Les techniciens forestiers s'associent aux pompiers pour former un groupe d'intervention pour la désinfection des rues et des locaux. Réemployant les matériels utilisés dans leurs exercices quotidiens, cette équipe constituée uniquement de volontaires sillonne la province de Castille-la-Manche afin de désinfecter gratuitement les espaces publics extérieurs, ainsi que les maisons de retraites et autres lieux accueillants des publics à risque.

Le Collège des ingénieurs forestiers continue de déplorer l'absence de précision du Gouvernement sur l'application des dispositions de l'état d'alerte à leur profession. Ces derniers ont contacté le ministère de la Transition écologique et du développement démographique (MITECORD) la semaine passée afin d'avoir des éclaircissements sur l'application des mesures de l'état d'alerte à leurs tâches quotidiennes, et regrette l'absence de réponse rapide qui laisse les personnels en situation d'insécurité. Certaines Communautés autonomes ont pris les devants en publiant des précisions, avec pour résultat la création de situations très hétérogènes dans le pays (des agents confinés et d'autres non, etc.).

Pêche maritime et aquaculture

Report de l'obligation de paiement des redevances portuaires en Galice. Le département régional de la pêche du gouvernement galicien a annoncé, le 7 avril, le report jusqu'à la levée de l'état d'alerte décrété par le gouvernement espagnol le 14 mars dernier, des redevances liées à l'entrée et à l'amarrage des navires, au trafic de marchandises, de passagers ou de produits de la mer, et celles liées à des services, tels que l'utilisation de grues, le stockage, les activités commerciales, industrielles et des services dans les zones portuaires de cette région.

Distribution de masques auprès des professionnels des criées galiciennes. Le gouvernement galicien a annoncé, le 7 avril, la distribution dans les prochains jours de 10 000 masques de protection pour les employés des plus de 30 marchés aux poissons de la région, afin d'améliorer les mesures de sécurité contre les risques d'infection au Covid-19.

Circulation des marchandises et des personnes

Les chauffeurs qui traversent la frontière portugaise ne seront pas mis en quarantaine. La Direction générale de la santé (DGS) a récemment indiqué que quiconque entrait au Portugal par une frontière terrestre devait rester en quarantaine pendant 15 jours. L'Association nationale des transporteurs publics routiers de marchandises (ANTRAM) a depuis sensibilisé le Gouvernement au sujet des conséquences que cette mesure pourrait avoir sur le secteur des transports et sur la chaîne d'approvisionnement, le manque de chauffeurs pouvant entraîner l'arrêt des camions. L'ANTRAM et le Gouvernement ont donc convenu que la seule exception aux règles imposées par la DGS concernait les chauffeurs de transport de marchandises.

Filières agricoles

- **Fleurs, légumes**

Les producteurs de fleurs et de légumes très affectés par la chute des ventes. Selon Confédération nationale de l'agriculture (CNA), à ce stade, il est encore trop tôt pour connaître les données relatives aux pertes de ces filières consécutives à la fermeture du débouché de l'hôtellerie-restauration et des cérémonies traditionnelles, l'état d'urgence pouvant encore être prolongé. La Confédération a demandé au Gouvernement d'autoriser la vente directe de fruits et légumes, sur les exploitations ou en bord de route, ainsi que le déplacement des agriculteurs pendant l'état d'urgence, y compris dans la zone de quarantaine d'Ovar (nord du pays), pour assurer le maintien de l'activité.

- **Semences**

L'approvisionnement en semences est assuré normalement. L'approvisionnement en semences (notamment riz, maïs, tournesol) se déroule normalement. Les structures semencières professionnelles restent en contact permanent avec leurs adhérents et leurs clients, et assurent le suivi de la situation.

- **Viandes**

Impact hétérogène dans le secteur des viandes : recul d'activité pour les boucheries, rebond pour certains industriels. L'association des industriels de secteur de la viande a annoncé que les petites et moyennes entreprises du secteur, en particulier du commerce de détail traditionnel, avaient déjà enregistré des baisses de recettes allant parfois jusqu'à 80%. L'association demande la mise en place de lignes de trésorerie spécifiques. Face à ces difficultés, de nombreuses PME envisageraient de recourir au chômage partiel. Les entreprises du secteur n'ont toutefois pas été affectées de la même manière par la crise sanitaire, certaines grandes industries ayant même augmenté leur production. Aucune perturbation de l'approvisionnement en viande n'est signalée. Le principal problème que rencontre le secteur à ce stade est lié au manque de certains équipements tels que les masques ou l'oxygène pour l'emballage des viandes. La pénurie de ces produits a contraint les entreprises à recourir à des alternatives plus onéreuses et, par conséquent, à réduire leurs marges.

Distribution

Les ventes en GMS diminuent mais les catégories de biens essentiels restent en forte croissance. Entre le 16 et le 22 mars, semaine du décret d'urgence, les ventes en GMS ont augmenté de 7%.

Pêche maritime et aquaculture

Le ministère de la Mer fixe une période de suspension hebdomadaire des activités de pêche. A partir du 10 avril et jusqu'au 31 mai, les activités de pêche sont interdites du vendredi 22h au dimanche 22h. Cette décision vise à garantir les conditions de travail et améliorer les revenus des pêcheurs, sur un marché alourdi par un excédent d'offre. Pour tenir compte de la situation particulière de certaines communautés locales de pêche, et en vue d'assurer l'approvisionnement en poisson des consommateurs, l'ordonnance autorise des exceptions dans des situations très spécifiques.